



Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 2, n°2 | 1998

Histoire de la criminalité et de la justice pénale en Amérique latine / Criminal justice history in Latin America

La politique criminelle en Italie (XIII^e-XVII^e siècles)

Andrea Zorzi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/972>

DOI : 10.4000/chs.972

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1998

Pagination : 91-110

ISBN : 2-600-00311-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Andrea Zorzi, « La politique criminelle en Italie (XIII^e-XVII^e siècles) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 2, n°2 | 1998, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/chs/972> ; DOI : 10.4000/chs.972

La politique criminelle en Italie (XIII^e-XVII^e siècles)

Andrea Zorzi¹

1. INTRODUCTION

Je me propose de dégager ici dans leurs grandes lignes les pratiques répressives qui avaient cours dans les formations politiques italiennes du bas Moyen Âge et du début de l'époque moderne. Je partirai de l'expérience des cités communales qui mirent en œuvre, à partir du XIII^e siècle, les bases théoriques et pratiques d'un système de répression pénale, pour m'arrêter au XVII^e siècle, au moment où s'amorce l'évolution des principautés territoriales vers des formes de pouvoir plus autoritaires et centralisées, les formations italiennes s'inscrivant définitivement dans un système d'États composites et supranationaux.

Les travaux actuels sur l'histoire de l'État accordent, on le sait, une attention accrue à l'aspect pénal en tant que clé de voûte du processus de formation des États européens. Il y a cependant un risque dans cette entreprise : celui de s'enfermer dans une vision évolutionniste qui voit dans la centralisation des pouvoirs et dans la prise en charge de la solution des conflits par l'administration publique le point de départ du parcours conduisant à la « modernisation » judiciaire². Dans cette optique, l'expérience des cités-États et des États territoriaux italiens représente un excellent terrain d'enquête pour l'étude des formes et des instruments de la répression pénale dans des sociétés complexes en voie de transformation. Ces dernières se caractérisent en effet par l'existence d'un pluralisme judiciaire diffus et d'une forte interdépendance des pratiques punitives et des modes infra-judiciaires de solution des conflits. Ce qui prouve, encore une fois, que la mise en place du dispositif pénal n'a pas suivi un processus linéaire et que les différentes expériences dans le temps et dans l'espace ont revêtu des caractères bien spécifiques³.

¹ Andrea Zorzi est *Ricercatore* d'histoire médiévale à la *Facoltà di Lettere* de l'Université de Florence. Il a publié : *L'amministrazione della giustizia penale nella Repubblica fiorentina. Aspetti e problemi*, Firenze, 1988 ; *Politica e giustizia a Firenze tra Comune e Stato territoriale*, Firenze (sous presse) ; et, avec Connell, W.J. (Eds.), *Florentine Tuscany: Structures and Practices of Power*, Cambridge (sous presse). Sa recherche est actuellement centrée sur les modes de la lutte politique dans les villes italiennes des XII^e-XIV^e siècles. Cette synthèse est tirée d'une communication à la session II-12, *Châtiment, justice, prison dans l'histoire*, du XVIII^e Congrès international des sciences historiques de Montréal (août-septembre 1995).

² Cf. Lenman, Parker (1980) ; Robert, Lévy (1985) ; Lévy, Rousseaux (1992) ; Rousseaux (1992) ; Padoa Schioppa (1997) ; Rousseaux, Lévy (1997).

³ Cf. Zorzi (1994b, 1996, 1997). Cf. aussi Bossy (1983) et Rousseaux (1996).

2. RÉÉMERGENCE DU PÉNAL DANS LES CITÉS COMMUNALES

Ce furent en effet les profondes transformations de la société qui, avec l'apparition des nouveaux pouvoirs communaux, provoquèrent l'essor de pratiques répressives qui restituèrent aux sanctions pénales leur valeur publique. Jusqu'au XIII^e siècle l'exercice de la justice avait été largement dominé par des modes infra-judiciaires de solution des conflits (compositions des litiges, accords de paix, arbitrages, *faide* et vengeances) sous forme de médiations ou par l'intervention directe des détenteurs de l'autorité publique (officiers du roi, évêques, seigneurs locaux)⁴. Ces pratiques requérant l'intervention de figures publiques (agissant de leur propre chef ou par la volonté d'une des parties), il serait inexact de leur attribuer un caractère exclusivement privé.

Réservées jusqu'alors à qui attentait à l'ordre politique, les sanctions pénales étaient devenues en fait exceptionnelles. De même que, dans les formations territoriales princières et monarchiques de l'Europe occidentale, la répression pénale s'est affirmée parallèlement au processus d'urbanisation et au renforcement des pouvoirs de l'État, de même, en Italie, les sanctions pénales figurèrent au nombre des principaux objectifs des nouveaux pouvoirs publics, au moment où se développait l'autonomie communale de la cité. En effet, la légitimation des nouveaux pouvoirs se fonda en grande partie sur leur aptitude à garantir la sécurité des citoyens et le fonctionnement du système pénal⁵.

En outre, la renaissance du droit romain contribua à la réaffirmation du droit pénal. L'élaboration doctrinale des juristes joua un rôle décisif à cet égard. Dès l'aube du XIII^e siècle le glossateur Azzone offrait dans la *Summa Codicis* les premiers éléments théoriques de la peine : « *Pena est delicti vel pro delicto satisfactio quae a lege vel ministro legis imponitur* ». Les actions criminelles cessèrent d'être reconnues comme des offenses commises par des particuliers et susceptibles d'être réglées par le compromis ou la vengeance. La condamnation pénale redevenait une priorité nécessaire du gouvernement. Au milieu du Duecento, Albertano da Brescia, un *praticus* auteur de nombreux ouvrages juridico-politiques, soutenait qu'il était du devoir du juge de se substituer au simple citoyen dans l'exercice de la vengeance : le juge « *potest et debet cum severitate facinorosos necare, mulctare, castigare et bonis spoliare* ». Quelques décennies plus tard, Alberto da Gandino – un autre spécialiste de la matière qui exerça à temps complet les fonctions de juge et dont le *Tractatus de maleficiis* offre la première exposition raisonnée de la matière criminelle – soumettra lui aussi que la victime est dans l'impossibilité de pardonner l'offense, expliquant clairement que « *publice interest ne maleficia remaneant impunita* »⁶.

La pénalisation du droit devint un instrument essentiel de répression et de légitimation des appareils publics. L'élaboration, dans les statuts communaux, d'un noyau stable de normes concernant la procédure pénale correspondit dans de nombreuses communes – par exemple dans la plus grande partie des communes toscanes et dans d'autres comme Asti, Bologne, Crémone, Modène, Brescia, Padoue ou Pérouse – à l'affirmation des régimes dits de *popolo* vers le milieu du Duecento. Expriment les intérêts des classes liées au négoce, à l'artisanat, à la petite propriété

⁴ Cf. Padoa Schioppa (1989); Bougard (1995); et *La giustizia* (1997).

⁵ Cf. Celli (1983); Sbriccoli (1991).

⁶ Cf. Köhler (1897); Kantorowicz (1907-1926); Diurni (1982); Cordero (1985).

foncière, ainsi qu'aux instances d'ordre public et de tutelle des intérêts collectifs, les régimes de *popolo* se firent les interprètes d'une nouvelle conception des devoirs publics et défendirent le principe d'un exercice de l'autorité indépendant des intérêts personnels⁷.

Ces régimes contribuèrent de façon décisive au renforcement des systèmes judiciaires. À partir du XIII^e siècle, la plupart des communes disposaient d'au moins deux grandes magistratures judiciaires : le podestat et le capitaine du peuple, dont les compétences couvrirent progressivement toute la gamme des comportements susceptibles de recevoir une sanction pénale, et aux ordres desquels se constitueront les premiers services de police. Ces deux magistratures étaient flanquées d'un ensemble cohérent de tribunaux spécialisés (corporatifs, ecclésiastiques, des confréries, etc.). Les offices judiciaires furent définitivement confiés à des gens du métier et à des experts en droit⁸. La présence d'une structure administrative stable de juges et de notaires assura la production régulière d'actes concernant la pratique judiciaire. Ces actes étaient conservés dans des registres conçus à cet effet, qui constituèrent en fait la genèse des archives judiciaires⁹. Le caractère itinérant, à l'intérieur du monde communal, de cette classe de professionnels de la justice assura ensuite la circulation de modèles institutionnels ainsi que l'uniformisation des pratiques judiciaires. C'est ainsi par exemple que la diffusion de la sanction pénale fut étroitement liée à l'affirmation définitive du procès de type inquisitoire et au recours de plus en plus répandu à la torture. Le passage du système accusatoire au système inquisitoire, tout en représentant une étape technique, assumait par ailleurs une signification politique liée à l'affirmation des nouvelles formations communales. Il est incontestable que le durcissement du régime des sanctions alla de pair avec l'importance accrue de la fonction inquisitrice et judiciaire qu'exerçaient les nouveaux gouvernements de la cité¹⁰.

3. LA FONCTION IDÉOLOGIQUE DU DROIT PÉNAL

3.1. — Entre le XIII^e et le XIV^e siècle ce furent donc les régimes de *popolo* qui réalisèrent, sur une grande échelle, une politique judiciaire de répression des infractions commises à l'égard de l'ordre public. Si l'on ne peut encore parler, à ce stade, d'un véritable système des peines, les statuts des cités attestent néanmoins que les sanctions obéissaient à une gamme de plus en plus variée de typologies qui frappaient le corps (les peines afflictives), l'honneur (les peines infamantes), les biens (amendes et confiscations) et la liberté (l'exil). Aux peines pécuniaires, qui prévalurent longtemps – ne serait-ce qu'en raison des priorités fiscales imposées par l'augmentation de la dépense publique – s'ajouta peu à peu une série d'autres châtiments – amputation des membres, fustigation, mise au pilori, peinture infamante – dont la sévérité croissante caractérise l'époque communale dans sa maturité. Le châtiment le plus grave – la peine de mort – sanctionna graduellement les crimes contre l'État

⁷ Cf. Grundman (1992, p. 267 sgg.); Blanshei (1983); Maire Vigueur (1986); Vallerani (1991); Zorzi (1995).

⁸ Cf. Zorzi (1990, 1991).

⁹ Torelli (1980); Vallerani (1990).

¹⁰ Fiorelli (1953-1954); Sbriccoli (1991).

puis les crimes contre la religion et l'ordre public, les faux en écriture, la sodomie, l'homicide, le vol avec ou sans effraction, l'incendie criminel¹¹.

L'extension de la sanction pénale à une gamme de plus en plus vaste de comportements jugés illicites trahissait l'existence d'un processus tendant à instaurer une discipline sociale à travers l'appareil normatif. Toutefois ce dernier ne modifiait en rien les caractéristiques fondamentales d'un système judiciaire basé sur la négociation de la peine et sur la pacification plutôt que sur la coercition. En effet c'étaient, d'une part, la fréquence des modes extrajudiciaires de solution des litiges – au point que la vengeance fut non pas interdite mais, au contraire, réglementée – et de l'autre, la négociation de la peine, qui définissaient les niveaux réels d'intervention des institutions¹².

Car, étant donné la présence importante et régulière des cas de contumace (de 60 à 90% selon les délits et le type de procédure), ce furent la négociation (qui permettait d'identifier les hiérarchies du pouvoir) et la remise de la peine (en fonction, entre autres, des impératifs fiscaux) qui prévalurent¹³. Grâce individuelles, remises de peine généralisées, amnisties, furent des éléments essentiels dans le fonctionnement des institutions judiciaires et contribuèrent à assurer la souplesse de ce rouage du pouvoir que représentait la politique judiciaire. Les mesures d'amnistie étaient nombreuses et très étendues. À la valeur idéologique conférée à la peine en fonction de son importance, faisait écho la notion de paix, qui fut l'un des principaux éléments autour desquels s'articula la réflexion politique du *popolo*. La paix et l'ordre public devinrent les assises de l'organisation politique communale. Car c'est précisément au tournant du XIII^e et du XIV^e siècle que s'imposa partout avec force une sorte de culture de la paix étroitement liée aux problèmes de l'harmonie civile et du bien commun, au point que les deux notions de pacification et de gouvernement finirent par coïncider¹⁴. Il suffira de citer ici le fameux cycle iconographique qu'Ambrogio Lorenzetti peignit à Sienne dans les années 1330, pour apprécier à sa juste mesure la place centrale qu'occupent les figures représentant la paix, la justice et le bien commun¹⁵.

3.2. – Ainsi le système pénal, très rigoureux sur le plan normatif, remplissait-il avant tout un rôle de légitimation des nouveaux pouvoirs et d'affirmation de la légalité publique (avec le développement des appareils judiciaires et répressifs et la codification du cérémonial des exécutions pénales), dont le meilleur exemple est représenté par la réglementation pénale qui frappa les comportements violents des « magnats » (nobles non par privilège juridique ou héréditaire mais en raison de la violence et de l'arrogance de leur style de vie)¹⁶.

Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, la question de l'ordre public et du contrôle de l'administration de la justice monopolisa (avec le problème du contrôle de la fiscalité, de l'indemnisation des pertes, des biens collectifs) le débat politique entre les groupes de *popolo* et les forces aristocratiques : confrontation qui utilisa la

¹¹ Cf. Köhler (1897); Pertile (1892); Dahm (1931); Gatti (1933).

¹² Cf. Zorzi (1995, 1996).

¹³ Zorzi (1996, p. 29-30).

¹⁴ Zorzi (1995).

¹⁵ Cf. Skinner (1986); Donato (1993).

¹⁶ Cf. Gasparri (1992); et *Magnati* (1997).

discipline normative comme un des instruments préférés du conflit politique¹⁷. L'élaboration d'une idéologie de la justice – à travers des textes normatifs anti-magnats, comme les *Ordinamenti populi* à Pérouse en 1260, les *Ordinamenti sacrali* et *sacratissimi* de 1280 à Bologne, ou les *Ordinamenti* florentins dits « de justice » des années 1293-1295¹⁸ – permit aux nouveaux régimes populaires de légitimer la discrimination politique d'une partie importante des lignages qui avaient dominé la vie politique de la cité. Derrière la rhétorique d'une justice « *solicite et attente* »¹⁹, visant à punir les actes de violence commis par les grands, se dissimulait en réalité une série de mesures qui tendaient à instaurer une justice d'exception. Effectivement, par rapport au droit statutaire courant, la législation contre les magnats aggravait considérablement les peines qui leur étaient réservées et introduisait des procédures judiciaires exceptionnelles et arbitrales en multipliant les sanctions par deux ou même davantage, en adoptant le principe de la responsabilité familiale, en limitant les preuves au seul témoignage de la renommée publique, enfin en adoptant des procédures sommaires²⁰.

Les prescriptions normatives, l'intention moralisatrice de certaines exécutions, la campagne idéologique contre les grands lignages apparaissent toutefois comme des éléments susceptibles de déboucher sur une négociation politique plutôt que comme des mesures coercitives ou répressives. Ici encore, tout se ramenait sur le plan pratique à une vaste opération de remise et de mitigation des peines infligées aux magnats (à Florence par exemple, ces peines rapportaient en moyenne 15% du montant théorique des sanctions pécuniaires²¹), opération qui annonçait souvent leur réadmission au sein du *popolo*²². Il s'agissait donc d'une approche pragmatique qui, loin de signaler des inefficacités, optait pour la voie de la négociation et de la commutation de la peine à condition que les intéressés renoncent réellement à leurs comportements violents. En d'autres termes, les familles de *popolo* utilisaient la discipline pénale pour négocier le contrôle et l'accès aux charges publiques des lignages militaires et des familles puissantes qui avaient longtemps conservé l'hégémonie du gouvernement communal. Ainsi la législation pénale se présentait-elle comme un des instruments fondamentaux du conflit politique²³.

4. CÉRÉMONIAUX ET RÉPRESSION PÉNALE

4.1. – L'affirmation des régimes communaux, puis celle des seigneuries entraînèrent l'essor de formes ostentatoires du pouvoir et d'un système répandu de propagande. Les cérémonies pénales devinrent alors une des formes les plus sophistiquées de transmission des valeurs privilégiées de la communauté citadine, au premier plan desquelles figurent les règles d'obéissance qui alimentaient les proces-

¹⁷ Maire Vigueur (1986, 1988); Dameron (1992).

¹⁸ Cf. Fasoli (1939).

¹⁹ Bonaini (1855, p. 47, r. IV).

²⁰ Cf. Salvemini (1899); et Fasoli (1939, p. 256 s.).

²¹ Cf. Becker (1965, p. 255).

²² Cf. Klapisch-Zuber (1988, 1993, 1997).

²³ Zorzi (1995).

sus de légitimation des formations politiques du bas Moyen Âge, et la discipline imposée aux forces sociales assujetties²⁴.

Si, au nombre des principales finalités de la peine, figurait d'abord celle de la doctrine canonique – réhabilitation et amendement du coupable, fût-ce à travers le repentir et le châtement – c'est surtout son aspect dissuasif et comminatoire, propre à des sociétés illettrées comme les sociétés urbaines du bas Moyen Âge, qui prévalait partout avec force, ainsi que cela s'était déjà produit avec le droit romain²⁵. Alberto da Gandino et, plus tard, les juristes, l'admettront ouvertement: «*executio pœnarum corporalium debet esse publica et in locis publicis fieri [...], ut unius exemplo caeteri pertinescat et unius pœna sit metus multorum*»²⁶. Les statuts communaux réglementaient avec soin les moindres éléments susceptibles de renforcer la publicité des exécutions, comme par exemple les emplacements, les heures, les modes de déroulement et la solennité de l'événement. Les châtements afflictifs et infamants étaient infligés de préférence là où se déroulait la vie publique de la cité tandis que les exécutions avaient lieu sur les remparts, selon une topographie qui variait de ville en ville et qui tenait également compte de l'importance du crime ou de la classe sociale du condamné. De même, c'était presque toujours aux heures et aux jours de grande affluence qu'avaient lieu ces exécutions, dont la publicité était soulignée par l'ampleur des procédures formelles²⁷.

C'est donc grâce à une politique visant ouvertement à gagner l'appui populaire que le cérémonial pénal, d'abord laissé au gré de modalités occasionnelles et non codifiées, se plia peu à peu à une série de règles plus systématiques. Contrairement à l'image statique des cérémoniaux des exécutions capitales proposée par des études qui s'inspirent du structuralisme et s'inscrivent dans la foulée du célèbre ouvrage de Foucault²⁸, cet élément diachronique permet de saisir la genèse de ces cérémonies en tant qu'expérience propre aux sociétés urbaines du bas Moyen Âge et de chercher à comprendre comment furent initialement fixés tous les éléments susceptibles de contribuer à la propagande de l'exécution²⁹.

La réception des messages véhiculés par cette forme de propagande découlait, à ces différents niveaux, de la dialectique qui agit entre le substrat rituel de la peine et la codification du cérémonial de l'exécution. Cette homogénéité culturelle dérivait de la conception sacrale de la peine: en d'autres termes des valeurs d'expiation et de purification qui lui étaient immanentes, par les rites collectifs dont elle s'accompagnait, en particulier dans le cas des peines afflictives et notamment capitales. Les règles pénales dictées par les autorités dessinent un constellation de signes communs à la collectivité, un espace propre à l'interaction d'éléments, de codes et de modèles divers. La composante sacrale est évidente dans certaines typologies pénales³⁰. Par exemple, l'usage qui consiste à immerger dans l'eau les blasphémateurs – «*perfusi sive baptizati*»³¹ –, évoque l'hygiène sociale, mais constitue aussi la

²⁴ Spierenburg (1984); Muchembled (1992).

²⁵ Cf. Schiappoli (1905, vol. I, p. 660-661); Diurni (1982, p. 767 s.).

²⁶ Cf. Alberto da Gandino (1926, vol. II, p. 348); Zordan (1976).

²⁷ Cf. Zorzi (1994d).

²⁸ Cf., par exemple, Panico (1985); Puppi (1990); Balestracci (1993); Ruggiero (1994).

²⁹ Zorzi (1993a).

³⁰ Cf. Von Hentig (1942); Ström (1942); Girard (1987).

³¹ *Statuta* (1777-1781, vol. I, pp. 534-535; vol. II, p. 406; vol. II, p. 407).

parodie d'une sorte de baptême purificateur. En revanche, le fait de traîner le cadavre du condamné «*ad locum iusticie ad caudam unius equi vel asini*», correspond au rite conjuratoire qui entend s'opposer au retour du mort en effaçant les traces.

Il arrive que la correspondance entre le supplice et le crime exalte la force expressive de la peine³² : ainsi la condamnation au bûcher était-elle infligée aux incendiaires et aux faux-monnayeurs, alors qu'à Parme celui qui avait volé du bois «*per civitatem debet ducere lignum ad collum et verberari*». A Vercelli celui qui volait dans les champs «*scopetur cum uvis ad collum per civitatem*». Les pratiques répressives adoptèrent le principe évangélique qui exigeait que le délinquant fût puni dans le membre par lequel il avait péché. Les statuts communaux font donc État de l'amputation des mains des coupables de falsifications ou de blessures, de la langue des parjures et des blasphémateurs, des testicules de qui avait commis le péché de la chair. En ce qui concerne les exécutions capitales, les circonstances dans lesquelles elles se déroulaient le plus fréquemment – décapitation, pendaison, mort par le feu – en révèlent clairement les différentes implications symboliques. *Pena capitis* par définition, la décapitation, habituellement réservée à qui s'était rendu coupable d'homicide ou de crime contre l'État, passait pour la forme d'exécution la plus noble car elle rappelait l'emploi de l'épée chère à la chevalerie ; en outre, en vertu de la loi du talion, la décapitation se référait directement aux crimes accompagnés d'effusion de sang. En revanche, la pendaison était considérée comme la mort la plus dégradante, réservée aux individus de condition modeste dont le cadavre était exposé au grand jour. La pendaison, infligée à l'époque classique aux esclaves punis par leurs maîtres, devint à partir du bas Moyen Âge le sort réservé aux repris de justice, notamment aux voleurs et aux bandits. Quant au bûcher, c'était généralement le châtiment prévu pour des crimes comme l'hérésie, la sorcellerie ou la sodomie, où l'infraction par rapport aux mœurs de la collectivité se caractérisait par des pratiques contre nature, susceptibles de déchaîner la colère divine. L'élément expiatoire était représenté par le feu, qui dégage ses forces purificatrices en dispersant les membres souillés de l'individu considéré comme différent et contagieux en tant que virtuel corrupteur des autres membres du corps social.

4.2. – La répression culmina – d'après la courbe quantitative des exécutions capitales – entre le XIV^e et le XV^e siècle, marquant donc une avance sur les autres villes européennes qui, elles, enregistrèrent généralement la répression la plus virulente entre le XVI^e et le XVII^e siècle : par exemple de 1563 à 1615 à Augsbourg, de 1561 à 1620 à Nuremberg, de 1581 à 1600 à Francfort. Même situation à Zurich et à Malines alors que, selon les premiers chiffres dont nous disposons pour Amsterdam, un net déclin se dessina dans la seconde moitié du XVII^e siècle³³.

De même qu'à Paris, où les documents concernant le tribunal du Châtelet signalent un relâchement de la répression entre la fin du XIV^e et la seconde moitié du XV^e siècle³⁴, dans les cités italiennes le déclin des exécutions s'amorça avec une certaine avance. Les chiffres figurant ça et là sur Ferrare et Venise confirment par exemple ceux de Florence, plus nombreux, qui signalent une inversion de tendance dans le

³² Je résume ici Zorzi (1994c).

³³ Van Dülmen (1990, p. 83).

³⁴ Geremek (1976, p. 59-62) ; Gauvard (1991, p. 896 s.).

nombre des exécutions effectives entre le XIV^e et le XV^e siècle: la moyenne annuelle passa de 11/13 exécutions au XIV^e siècle à 7/8 au siècle suivant, avec une légère remontée à 9/10 au XVI^e siècle, une baisse brutale à 2/3 au XVII^e et à un peu plus d'une au XVIII^e³⁵. Ceci s'explique vraisemblablement par la précocité dont firent preuve les cités-États italiennes en essayant de faire évoluer les formes politiques vers des organisations de pouvoir plus concentrées (patriciats oligarchiques, seigneuries personnelles, principautés territoriales).

5. LA JUSTICE DES RÉGIMES SEIGNEURIAUX

5.1. — L'affirmation des pouvoirs oligarchiques et seigneuriaux entre le XIV^e et le XVI^e siècle entraîna une profonde transformation du système judiciaire et pénal. Les pratiques répressives devinrent plus arbitraires et plus souples, oscillant entre une attitude de rigueur et des gestes de conciliation. En effet, si, d'une part, la nouvelle politique pénale frappait sans hésiter les adversaires politiques et les criminels, de l'autre, elle réglait l'importance de ses interventions selon la qualité du condamné et du délit visé, afin de s'assurer l'assentiment politique des classes qui avaient épisodiquement maille à partir avec la justice et formaient l'assise sociale des nouveaux régimes seigneuriaux (artisans, commerçants, membres des professions libérales). Remplaçant les juges de métier de l'époque communale, furent instituées, sous le contrôle direct de membres des classes dirigeantes ignorant tout du droit, des magistratures qui se firent les interprètes de la nouvelle politique judiciaire. C'est ainsi qu'apparurent à partir du XIV^e siècle certaines magistratures comme le Conseil des Dix à Venise, les Conservateurs de la liberté à Lucques, les *Otto di guardia* à Florence, etc.³⁶.

Le système pénal affirma définitivement sa nature fiscale — compte tenu, entre autres, de la possibilité de négocier politiquement les amendes — et limita les modes d'exécution des peines corporelles et capitales à quelques typologies qui accentuaient constamment leur message moralisateur. La peine pécuniaire appliquée pour les crimes de moindre importance, constituait par ailleurs une espèce d'impôt sur les mœurs³⁷. En effet, l'attitude générale avait profondément changé face à certaines pratiques comme le blasphème, les jeux de hasard ou les comportements sexuels déviants: leur fréquence et leur diffusion étant dans l'ensemble reconnues comme un fait établi, une attitude pragmatique qui cherchait à endiguer et à contrôler, plutôt qu'à réprimer, remplaça la répression de l'époque communale, qui semble d'ailleurs avoir été épisodique et dans l'ensemble peu efficace. Au XV^e siècle par exemple, rares furent les cas d'amputation de la langue pour les blasphémateurs, remplacés par de simples amendes de quelques lires, tandis que les peines qui prévoyaient la castration et le bûcher pour les sodomites firent place, pour la plupart, à des sanctions pécuniaires (qui frappèrent, à Florence par exemple, jusqu'à 91% des individus condamnés par les *Ufficiali di notte* affectés à cette tâche³⁸).

³⁵ Zorzi (1993a).

³⁶ Cf. Ruggiero (1982); Knapton (1981); Zorzi (1993b, 1994a).

³⁷ Cf. Crouzet Pavan (1980); Zorzi (1991).

³⁸ Rocke (1996, p. 176).

De même la diversité des peines fut considérablement réduite et quelques-unes des plus impressionnantes tendirent à disparaître. Plusieurs statuts des XIV^e et XV^e siècles ne prévoient plus aucune des sanctions – comme l'amputation du nez ou des oreilles, l'extirpation des yeux, la castration ou le marquage – qui figuraient dans les textes des siècles précédents. Quant à la peine de mort, elle était elle aussi de moins en moins souvent prononcée. Par contre, le bannissement devint plus fréquent, non seulement pour frapper, dans la foulée d'une longue tradition, les ennemis politiques, mais aussi pour des crimes courants, avec l'intention évidente d'éloigner de la cité les individus qui jouissaient de *mala fama* (mauvaise réputation), comme les tricheurs ou les pédérastes³⁹. En revanche, l'emprisonnement constituait rarement une mesure punitive car on lui préférerait encore la détention à titre de prévention ou à la place de peines plus lourdes. La prison restait un lieu d'internement : en effet, à partir de la première moitié du XVI^e siècle les villes italiennes – Venise et Rome, suivies par d'autres – commencèrent, elles aussi, à enfermer les indigents et les vagabonds⁴⁰.

5.2. – Les peines afflictives et infamantes furent généralement réservées aux condamnés insolubles comme les adeptes des jeux de hasard que l'on immergeait dans l'eau (à Pavie dans le fleuve, à Florence dans une vasque sur la place des Prieurs) ; les sodomites récidivistes se voyaient parfois condamnés à la fustigation ou au pilori, ce dernier étant également attesté comme peine infligée aux tenanciers de tavernes accusés d'opérations frauduleuses et aux entremetteurs. Étant surtout destinées à remplacer d'autres châtiments, les peines infamantes finirent effectivement par acquérir dans la plupart des cas une connotation de classe et donc par frapper les couches populaires⁴¹. La répression visait de plus en plus ouvertement certaines catégories d'individus bien déterminées : les ennemis politiques (compte tenu, entre autres, du fait que la notion de *crimen lese maiestatis* s'étendait à de plus vastes catégories⁴²) ainsi que les groupes sociaux maintenant frappés du sceau de criminels.

L'examen du *status* des condamnés à mort confirme cette politique. En effet la peine de mort finit par frapper surtout les rebelles, les criminels, les déviants et les misérables, en somme ceux dont l'exécution capitale assumait de plus en plus clairement valeur d'exemple. D'un côté la peine de mort servait à frapper, parfois à travers la cruauté du cérémonial, les rebelles, les traîtres, les adversaires politiques : dans les registres des condamnés exécutés, figurent des membres des familles de la classe dirigeante ainsi que des individus appartenant à des groupes socio-professionnels influents. De l'autre, les victimes de l'exemplarité de la peine étaient surtout des malfaiteurs récidivistes ou des individus poussés par la nécessité – parmi ces derniers, de très nombreux étrangers, des vagabonds sans domicile fixe et des paysans arrachés à leurs terres – et de vastes secteurs de la population urbaine, plus vulnérables sur le plan politique, qui exerçaient les métiers les plus humbles. C'est aussi de ces couches inférieures que provenaient généralement les quelques femmes qui figurent au nombre des personnes exécutées : presque toujours des

³⁹ Je résume ici Zorzi (1993a, 1994c).

⁴⁰ Cf. Scarabello (1979) ; Geremek (1985).

⁴¹ Cf. encore Zorzi (1993a, 1994c).

⁴² Sbriccoli (1974).

esclaves ou des servantes condamnées pour infanticide ou pour le meurtre de leurs patrons⁴³.

5.3. – Les nouveaux régimes seigneuriaux accentuèrent eux aussi la politique de pacification et de pardon. La souplesse du système pénal et surtout le désir de résoudre les litiges à l'amiable offrirent en effet une alternative à l'approche exclusivement répressive des pratiques judiciaires. La médiation entre les parties et les solutions arbitrales devinrent des instruments couramment utilisés dans les interventions judiciaires. L'analyse des fonctions exercées par le Conseil des Dix à Venise ou par les *Otto di guardia* à Florence montre en effet que ces magistratures préféraient le plus souvent exercer une souplesse de principe, plutôt que le terrorisme de la répression. C'était là, en fait, une pratique judiciaire qui faisait prévaloir le recours à des formes de médiation et de conciliation et qui, surtout, tenait compte de la qualité du délit et du 'délinquant'⁴⁴.

C'est la voie qu'empruntèrent notamment certains seigneurs comme Laurent de Médicis dont la politique en matière judiciaire était fondée sur ce genre d'approche. En effet, si Laurent le Magnifique n'hésita pas à déclencher des répressions impitoyables, par exemple lors de la conspiration des Pazzi, il prenait soin par ailleurs de s'interposer personnellement dans les affaires judiciaires (pour obtenir une réduction des peines ou une plus grande clémence procédurale) tenant notamment à intervenir comme pacificateur et comme arbitre, ainsi que le prouvent les accords de paix, les compromis et les jugements arbitraux prononcés directement en sa présence ou à son initiative⁴⁵. La double figure du prince médiateur des conflits et dispensateur miséricordieux de grâces d'une part, et de l'autre juge redoutable et vindicatif, se rencontre d'abord chez Laurent de Médicis et chez Sforza, premiers partisans d'une politique judiciaire seigneuriale qu'incarnèrent par la suite, au XVI^e et au XVII^e siècle, certains princes de la famille de Savoie, des Médicis, des Gonzague ou d'autres encore⁴⁶.

6. LA PEINE ET LE RÉCONFORT

Une politique répressive qui avait de plus en plus tendance à frapper avant tout, et plus durement, non pas les comportements, mais les personnes – autrement dit à définir les criminels – accentuait l'exemplarité de la peine. Insensiblement, la justification théorique de l'intervention pénale passa de la nécessité de sauvegarder la paix à l'idée de lèse-majesté⁴⁷. La doctrine pénale s'employait à exalter les finalités dissuasives de la peine. Angelo Gambigioni au XV^e siècle et Paolo Grilandi au début du siècle suivant reprirent à leur compte l'opinion de Gandino: seule la publicité peut assurer l'exemplarité du châtement, Gambigioni soulignant «*ut publice videatur ab omnibus*» et Grilandi soutenant par ailleurs «*ut unius exemplo caeteri pertinescant et unius poena sit metus multorum*»⁴⁸.

⁴³ Zorzi (1993a).

⁴⁴ Cf. Ruggiero (1982); Zorzi (1988); Kuehn (1991).

⁴⁵ Zorzi (1992).

⁴⁶ Leverotti (1994).

⁴⁷ Sbriccoli (1974, p. 43-76).

⁴⁸ Zordan (1976).

La réflexion théorique s'accompagnait de la définition de plus en plus systématique des éléments du cérémonial, selon un processus commun à d'autres formations nationales européennes⁴⁹. Les emplacements affectés aux exécutions furent définitivement fixés, comme le prouvent les textes qui renvoient constamment, «*ad locum iustitiae consuetum*». Ainsi furent désignés les endroits hors les murs où se déroulaient généralement les exécutions : des lieux comme le *campus battallie* à Pérouse, la place du Marché à Bologne ou l'espace séparant les deux colonnes de la *piazzetta* de Saint-Marc à Venise. Sur les places et dans les rues des villes se dressait maintenant en permanence la panoplie nécessaire à l'exécution du supplice (pilori, cages, colonnes, panier (*corbello*)⁵⁰.

Moins nombreuses, les exécutions se réduisirent en outre à la pendaison et à la décapitation, au détriment des autres formes, comme le *propagginamento* (l'ensevelissement du supplicié la tête en bas) et le bûcher, qui disparurent petit à petit. Les exécutions n'en perdirent pas pour autant de leur violence car, s'il est vrai qu'elles étaient moins fréquentes, en revanche elles étaient entourées d'une clameur croissante. La cruauté du supplice, dont les marques extérieures réaffirmaient avec force la suprématie du souverain, se concentra sur le corps des victimes, leurs souffrances constituant un des éléments essentiels de l'exécution : de la simple exposition en public à toute la gamme de tortures liées aux différentes sanctions, jusqu'aux sévices infligés à la dépouille au terme de l'exécution⁵¹.

C'est alors que l'Église entra en scène et réussit à imposer son propre rôle en se chargeant de recueillir et de protéger la dépouille du supplicié et, de façon plus générale, d'assurer à ce dernier un appui et un réconfort spirituel. Ce furent les confréries des flagellants, ou confréries de la « bonne mort », qui prirent soin, à partir de la moitié du XIV^e siècle, d'ensevelir les corps des condamnés exécutés, alors que ceux-ci n'avaient jusqu'alors joui d'aucune assistance matérielle ni spirituelle. Ces confréries de justice – d'abord la confrérie de Sainte Marie de la Mort, instituée à Bologne en 1336, suivie par d'autres, à Florence, Vérone, Ferrare, Padoue, Vicence, Venise, Pise, puis petit à petit dans tous les grands centres politiques de l'Italie communale et seigneuriale – commencèrent à assister régulièrement aux exécutions afin d'apporter un réconfort aux condamnés⁵².

Chaque fois que des membres des confréries réussissaient à convaincre le condamné que la mort infligée par la justice était l'expression de la volonté divine et à le préparer à une mort chrétienne exemplaire, l'archétype de la purification rituelle, transposé dans le stéréotype chrétien de la « bonne mort », renouvelait la promesse d'ordre et de stabilité sur laquelle se fondait la propagande seigneuriale, et prouvait que la réconciliation sociale et la pacification civile étaient chose possible. Les confréries de justice remplirent au sein de la communauté citadine un rôle important et contribuèrent à assurer la stabilité des régimes politiques⁵³. Comptant parmi leurs membres des personnalités prestigieuses, elles prirent une part décisive à l'élaboration définitive du cérémonial des exécutions qui, parfaitement au point,

⁴⁹ Cf. Spierenburg (1984) et Muchembled (1992).

⁵⁰ Cf. Pertile (1892); Ortalli (1979).

⁵¹ Foucault (1976); Spierenburg (1984, p. 43 s., 81 s. et 112 s.).

⁵² Cf. Prosperi (1982).

⁵³ Cf. Prosperi (1982); Paglia (1982, p. 85-99); Rosoni (1991); Romeo (1993).

était devenu, dans la seconde moitié du Quattrocento, un instrument mis au service des nouveaux équilibres de pouvoir⁵⁴.

7. L'EXERCICE DE LA JUSTICE DANS LES ÉTATS TERRITORIAUX

L'exercice de la justice pénale fut l'un des éléments qui contribua à la fondation des États territoriaux en formation. En Italie comme ailleurs en Europe, entre le bas Moyen Âge et le début des temps modernes, les conflits militaires et la violence politique devinrent un puissant mécanisme de changement et de sélection des États⁵⁵. En effet l'assujettissement de cités et de centres urbains s'appuyait sur des politiques de coercition qui, parallèlement à la priorité accordée aux exigences de sécurité militaire et d'ordre public, instaurèrent des pratiques judiciaires fortement conditionnées, en tout premier lieu, par des impératifs politiques, qui prenaient le pas sur les exigences d'ordre technico-juridique. En effet, à l'objectif stratégique de la conservation du pouvoir fut progressivement associé un programme de pacification des communautés qui durent se plier à des mesures coercitives telles que la surveillance militaire des centres urbains, les opérations de police sur les routes et dans tout le territoire, la répression judiciaire sévère et le recours au bannissement jusque dans les cités assujetties⁵⁶.

Par ailleurs, l'administration de la justice assumait des modalités différentes d'un État à l'autre, selon la nature des liens que les cités conservaient avec leurs *contado* respectifs. Dans l'État vénitien par exemple, les principales cités de terre ferme continuèrent à exercer un contrôle juridictionnel sur leurs *contado* dans lesquels elles envoyaient leurs propres officiers, alors que les Vénitiens n'intervinrent directement que dans les circonscriptions stratégiquement les plus importantes⁵⁷. Il en fut pratiquement de même dans le Duché milanais tandis qu'à Florence l'expansion territoriale progressive de l'État s'appuya sur la construction de nouvelles circonscriptions dépendant du centre : en fait la séparation juridictionnelle et administrative des villes soumises de leurs *contado* respectifs est un trait caractéristique de la structure de l'État florentin⁵⁸.

Le pluralisme des situations juridiques et institutionnelles des formations politiques territoriales se manifestait aussi à travers l'enchevêtrement, à différents niveaux, des pratiques dérivant d'un véritable pluralisme judiciaire⁵⁹. C'est notamment aux officiers territoriaux qu'il incombait de transformer en procédures judiciaires les pratiques infra-judiciaires : en dernière analyse, c'est là que se dessine la véritable identité des politiques qui entendaient « *governare con le fazioni* » (gouverner avec les factions) les communautés assujetties. La tâche principale de ces officiers consistait à imposer leur médiation pour résoudre les conflits locaux. Le maintien de la domination territoriale dépendait en fait de leur aptitude à sauvegarder la paix dans la communauté administrée, autrement dit à tenir en main les

⁵⁴ Cf. Prosperi (1983, 1986); Zorzi (1993a).

⁵⁵ Tilly (1991); Tilly, Blockmans (1994); Blockmans (1993); et aussi Fasano Guarini (1998).

⁵⁶ Cf. Fasano Guarini (1980); Zorzi (1993b).

⁵⁷ Cf. Cozzi (1980-1985, 1982); Viggiano (1993).

⁵⁸ Cf. Chittolini (1979a, 1979b); Fasano Guarini (1991); Zorzi, Connell (sous presse).

⁵⁹ Mannori (1994, 1995, 1997).

centres et les communautés assujetties en intervenant en tant que médiateurs entre les instances locales et les prérogatives centrales⁶⁰. La pacification entre les parties fut un objectif caractéristique des nouvelles formations territoriales pour administrer leurs territoires, comme le montrent les récentes recherches sur les podestats que les Guinigi envoyèrent dans le *contado* de Lucques au début du XV^e siècle, sur les *rettori* vénitiens de la terre ferme et florentins durant le XV^e siècle, ou encore sur ceux des Sforza dans les villes lombardes, ou dans la Ligurie gênoise des XVI^e et XVII^e siècles⁶¹.

De nombreux épisodes prouvent d'ailleurs qu'au lieu de réfréner les pratiques du conflit local, une intervention coercitive des autorités déclenchait plutôt une réaction que l'on pourrait appeler «idiomatique»⁶². Les cités dominantes crurent qu'elles pouvaient affronter les troubles dans leur territoire en alourdissant les peines afin d'isoler les fauteurs de rébellions. C'est ce qui se produisit plusieurs fois avec la Sérénissime République de Venise qui, durant les dernières décennies du XVI^e siècle, accentua la répression en adoptant une législation très dure contre le banditisme ainsi que des procédures sommaires et inquisitoriales : dispositions qui, loin de les maîtriser, aggravèrent les conflits locaux dans les villes et les territoires assujettis. Dans le dualisme qui opposait la cité dominante et les communautés assujetties, la législation sur le bannissement finit souvent par légitimer les conflits en cours⁶³. De même que dans beaucoup d'États italiens entre le XVI^e et le XVII^e siècle les liens que la noblesse entretenait avec le banditisme et le soutien qu'elle lui assurait exprimaient une remise en cause du gouvernement central, la *faida* (vengeance, *feud*) se présentait comme une forme de langage qui modelait les relations sociales et politiques, en les transformant en revendication d'autonomie des instances locales par rapport au centre⁶⁴.

Le pouvoir central ayant cessé d'être l'enjeu de la lutte, les vengeances exprimaient maintenant la rivalité entre les différents groupes – notamment des nobles en quête d'une nouvelle définition de leur identité – cherchant à s'assurer le prestige local, en jouant sur l'idée d'honneur social. C'est ce qui se passa non seulement dans les milieux citadins, par exemple à Parme sous les Sforza – où la *faida* entre les Rossi et la faction des Correggio monopolisa complètement les efforts des officiers milanais, conditionnant leur comportement au point que les chroniques du temps finirent par constater que, désormais, le «*ius erat in armis*» (le droit était dans les armes)⁶⁵ –, mais aussi en milieu rural, dans les vallées romagnoles par exemple – où les familles rivales des Marocchi et des Balducci, dans la commune de Serra, mêlèrent les officiers bolognais à leurs conflits au point d'en arriver, un dimanche de juin 1567, au meurtre du commissaire envoyé sur le terrain⁶⁶.

⁶⁰ Chittolini (1989, 1996); Zorzi (sous presse).

⁶¹ Cf., respectivement, Leverotti (1981, p. 210); Viggiano (1994); Zorzi (1993b, p. 467 s.; sous presse); Chittolini (1989); Raggio (1986).

⁶² Cf. Lombardini, Raggio, Torre (1986); Torre (1986); Raggio (1990); Zorzi (1994b).

⁶³ Cf. Povolo (1992-1993); et aussi Dedola (1992).

⁶⁴ Cf. Raggio (1990, 1994); Torre (1986, 1995); Muir (1993); Povolo (1997).

⁶⁵ Zorzi (1994b, p. 624).

⁶⁶ Cf. Comaschi (1983); et aussi Andreozzi (1993).

8. BRÈVE CONCLUSION

Lorsque Laurent de Médicis condamna à la pendaison les conjurés de 1478 (lors de la conspiration des Pazzi) en ordonnant d'exposer leurs cadavres aux fenêtres des palais publics, sa décision féroce et intentionnellement exceptionnelle laissa dans l'imaginaire collectif une forte impression qui marqua un tournant dans la politique de répression pénale. L'habitude de pendre les corps des condamnés aux fenêtres des palais publics fut rapidement adoptée d'abord à Sienne puis, de fil en aiguille, dans d'autres villes⁶⁷. De plus en plus espacées, les périodes de répression se concentrèrent sur de rares épisodes porteurs d'une dure exhortation à la vertu. Au seuil de l'absolutisme, les exécutions respectaient un cérémonial simplifié à l'extrême, qui exaltait le triomphe des supplices et l'exacerbation des pratiques de réconfort spirituel à l'endroit des condamnés à mort⁶⁸. De plus en plus perfectionnées, les techniques inquisitoriales et comminatoires utilisées à cet effet visaient à convaincre les condamnés et soutenaient le durcissement des politiques chargées d'assurer la discipline et l'assentiment général. Les nouveaux systèmes de pouvoir, la nouvelle organisation du savoir, la nouvelle discipline sociale étaient l'inévitable prélude aux réactions des lumières « sur les délits et les peines »⁶⁹.

Ainsi l'évolution sociale, politique et culturelle de l'époque communale à l'époque de la pleine souveraineté du prince permet-elle de saisir la genèse et le parcours conduisant aux deux modèles de répression que Xavier Rousseaux et Clive Emsley qualifient de « taxatif » et « punitif »⁷⁰. Il semble en revanche que, dans ce parcours qui couvre plusieurs siècles, le modèle de « l'enfermement » soit encore loin d'avoir pris forme – comme c'est d'ailleurs le cas des autres États nationaux en voie de constitution⁷¹.

Andrea Zorzi
Dipartimento di Storia
Università di Firenze
Via S. Gallo, 10
50129 FIRENZE – Italia
E-Mail: zorzi@unifi.it

RÉFÉRENCES

- Alberto da Gandino, *Tractatus de maleficiis*, dans Kantorowicz, H.U., *Albertus Gandinus und das Strafrecht des Scholastik*, Berlin-Leipzig, 1926, vol. II.
- Andreozzi, D., *Nascita di un disordine. Una famiglia signorile e una valle piacentina tra XV° e XVI° secolo*, Milano, 1993.
- Balestracci, D., *Il gioco dell'esecuzione capitale. Note e proposte interpretative*, dans Ortalli, G., (Ed.), *Gioco e giustizia nell'Italia di Comune*, Roma, 1993, p. 193-206.

⁶⁷ Edgerton jr. (1985, p. 145 s.).

⁶⁸ Puppi (1990).

⁶⁹ Cf. Fasano Guarini (1980); Schiera (1994a, 1994b).

⁷⁰ Rousseaux, Emsley (1995).

⁷¹ Cf. Spierenburg (1991).

- Becker, M.B., A study in political failure: the Florentine Magnates (1280-1343), *Medieval Studies*, 1965, XXVII, p. 246-308.
- Blanshei, S.R., Criminal justice in medieval Perugia and Bologna, *Law and History Review*, 1983, I, p. 251-275.
- Blockmans, W., Les origines des États modernes en Europe, XIII^e-XVIII^e siècles: État de la question et perspectives, dans Blockmans, W., Genet, J.-Ph., (Eds.), *Visions sur le développement des États européens. Théories et historiographies de l'État moderne*, Rome, 1993, p. 1-4.
- Bonaini, F. (Ed.), *Ordinamenta iustitiae communis et populi Florentiae anni MCCLXXXIII*, *Archivio storico italiano*, 1855, I, t. I, p. 37-71.
- Bossy, J., (Ed.), *Disputes and Settlements. Law and Human Relations in the West*, Cambridge, 1983.
- Bougard, F., *La justice dans le Royaume d'Italie de la fin du VIII^e siècle au début du XI^e siècle*, Rome, 1995.
- Celli, R., Le origini della giurisdizione penale nei comuni italiani, *Cheiron*, 1983, 1, p. 11-44.
- Chittolini, G., *La formazione dello stato regionale e le istituzioni del contado. Secoli XIV^o e XV^o*, Torino, 1979a.
- Chittolini, G., Ricerche sull'ordinamento territoriale del dominio fiorentino agli inizi del secolo XV^o, dans Id., *La formazione dello stato regionale e le istituzioni del contado. Secoli XIV^o e XV^o*, Torino, 1979b, p. 292-352.
- Chittolini, G., L'onore dell'ufficiale, *Quaderni milanesi*, 1989, 17-18, p. 3-53.
- Chittolini, G., Premessa a Id., *Città, comunità e feudi negli stati dell'Italia centro-settentrionale (secoli XIV^o-XVI^o)*, Milano, 1996, p. IX-XXXVIII.
- Comaschi, R., Le dimanche de Serra, *Annales E.S.C.*, 1983, XXXVIII, p. 863-883.
- Cordero, F., *Criminalia. Nascita dei sistemi penali*, Roma-Bari, 1985.
- Cozzi, G., (Ed.), *Stato società e giustizia nella Repubblica Veneta (sec. XV^o-XVIII^o)*, 2 voll., Roma, 1980-1985.
- Cozzi, G., *Repubblica di Venezia e Stati italiani. Politica e giustizia dal secolo XVI^o al secolo XVIII^o*, Torino, 1982.
- Crouzet Pavan, E., Police des mœurs, société et politique à Venise à la fin du Moyen Âge, *Revue historique*, 1980, 536, p. 241-288.
- Dahm, G., *Das Strafrecht Italiens im ausgehenden Mittelalter*, Berlin-Leipzig, 1931.
- Dameron, G., Revisiting the Italian magnates: Church property, social conflict, and political legitimization in the thirteenth-century commune, *Viator*, 1992, 23, p. 167-187.
- Dedola, M., «Tener Pistoia con le parti». Governo fiorentino e fazioni pistoiesi all'inizio del '500, *Ricerche storiche*, 1992, XXII, p. 239-259.
- Diurni, G., Pena criminale (diritto intermedio), *Enciclopedia del diritto*, vol. XXXII, 1982, p. 752-770.
- Donato, M.M., Testi, contesti, immagini politiche nel tardo Medioevo: esempi toscani, *Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento*, 1993, XIX, p. 305-355.
- Edgerton jr., S.Y., *Pictures and Punishment. Art and Criminal Prosecution during the Florentine Renaissance*, Ithaca-London, 1985.
- Fasano Guarini, E., Considerazioni su giustizia, stato e società nel ducato di Toscana nel Cinquecento, dans Bertelli, S., Rubinstein, N., Smyth, C.H., (Eds.), *Florence and Venice: Comparisons and Relations*, vol. II, Firenze, 1980, p. 135-168.
- Fasano Guarini, E., Gli statuti delle città soggette a Firenze tra '400 e '500: riforme locali e interventi centrali, dans Chittolini, G., Willoweit, D., (Eds.), *Statuti città territori in Italia e Germania tra medioevo ed età moderna*, Bologna, 1991, p. 69-124.

- Fasano Guarini, E., «État moderne» et anciens États italiens. *Éléments d'histoire comparée, Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1998, 45, p. 15-41.
- Fasoli, G., Ricerche sulla legislazione antimagnatizia nei comuni dell'alta e media Italia, *Rivista di storia del diritto italiano*, 1939, XII, p. 86-133, 240-309.
- Fiorelli, P., *La tortura giudiziaria nel diritto comune*, 2 vol., Milano, 1953-1954.
- Foucault, M., *Sorvegliare e punire. Nascita della prigione* [1975], Torino, 1976.
- Gasparri, S., *I «milites» cittadini. Studi sulla cavalleria in Italia*, Roma, 1992.
- Gatti, T., *L'imputabilità, i moventi del reato e la prevenzione criminale negli statuti italiani dei secoli XII-XVI*, Padova, 1933.
- Gauvard, C., «De grace especial». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1991.
- Geremek, B., *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1976.
- Geremek, B., *Mendicanti e miserabili nell'Europa moderna (1350-1600)* [1980], Roma, 1985.
- Girard, R., *Il capro espiatorio* [1982], Milano, 1987.
- Grundman, J.P., *The «Popolo» at Perugia (1139-1309)*, Perugia, 1992.
- Kantorowicz, H.U., *Albertus Gandinus und das Strafrecht des Scholastik*, 2 voll., Berlin-Leipzig, 1907-1926.
- Köhler, J., *Das Strafrecht der italienischen Statuten vom 12.-16. Jahrhundert*, Mannheim, 1897.
- Klapisch-Zuber, Ch., Ruptures de parenté et changements d'identité chez les magnats florentins du XIV^e siècle, *Annales E.S.C.*, 1988, XLIII, p. 1205-1240.
- Klapisch-Zuber, Ch., Honneur de noble, renommée de puissant. La définition des magnats italiens (1280-1400), *Médiévales*, 1993, 24, p. 81-100.
- Klapisch-Zuber, Ch., Vrais et faux magnats. L'application des Ordonnances de Justice au XIV^e siècle, dans *Magnati e popolani nell'Italia comunale*, Pistoia, 1997, p. 273-291.
- Knapton, M., Il Consiglio dei Dieci nel governo della Terraferma: un'ipotesi interpretativa per il secondo '400, dans Tagliaferri, A., (Ed.), *Venezia e la Terraferma attraverso le relazioni dei rettori*, Milano, 1981, p. 237-260.
- Kuehn, Th., *Law, Family and Women. Toward a Legal Anthropology of Renaissance Italy*, Chicago, 1991.
- La giustizia nell'alto medioevo (secoli IX-XI)*, Spoleto, 1997.
- Lenman, B., Parker, G., The state, the community and the criminal law in early modern Europe, dans Gatrell, V.A.C., Lenman, B., Parker G., (Eds), *Crime and the Law. The Social History of Crime in Western Europe since 1500*, London, 1980, p. 11-48.
- Leverotti, F., Gli estimi lucchesi del 1411-1413: una fonte per lo studio dell'amministrazione del paesaggio agrario e della demografia, dans *Scritti in memoria di Giorgio Buratti*, Pisa, 1981.
- Leverotti, F., «Governare a modo e stillo de' Signori...». *Osservazioni in margine all'amministrazione della giustizia al tempo di Galeazzo Maria Sforza duca di Milano (1466-1476)*, Firenze, 1994.
- Lévy, R., Rousseaux, X., États, justice pénale et histoire. Bilan et perspectives, *Droit et société*, 1992, 20, p. 249-279.
- Lombardini, S., Raggio, O., Torre, A., (Eds), Conflitti locali e idiomi politici, *Quaderni storici*, 1986, 63.
- Magnati e popolani nell'Italia comunale*, Pistoia, 1997.
- Maire Vigueur, J.-C., Justice et politique dans l'Italie communale de la seconde moitié du XIII^e siècle: l'exemple de Pérouse, *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, 1986, p. 312-328.

- Maire Vigueur, J.-C., Il comune popolare, dans *Società e istituzioni dell'Italia comunale: l'esempio di Perugia (secoli XII^o-XIV^o)*, Perugia, 1988, vol. I, p. 41-56.
- Mannori, L., *Il Sovrano tutore. Pluralismo istituzionale e accentramento amministrativo nel principato dei Medici (sec. XVI^o-XVIII^o)*, Milano, 1994.
- Mannori, L., Genesi dello Stato e storia giuridica (a proposito di 'Origini dello Stato. Processi di formazione statale in Italia fra Medioevo ed età moderna'), *Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno*, 1995, 24, p. 485-505.
- Mannori, L., Lo Stato di Firenze e i suoi storici, *Società e storia*, 1997, 76, p. 401-415.
- Muchembled, R., *Le temps des supplices. De l'obéissance sous les rois absolus. XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, 1992.
- Muir, E., *Mad Blood Stirring. Vendetta and Factions in Friuli during the Renaissance*, Baltimore, 1993.
- Ortalli, G., «Pingatur in Palatio». *La pittura infamante nei secoli XIII^o-XVI^o*, Roma, 1979.
- Padoa Schioppa, A., Aspetti della giustizia milanese dal X^o al XII^o secolo, dans *Milano e il suo territorio in età comunale (XI-XII secolo)*, Spoleto, 1989, p. 459-549.
- Padoa Schioppa, A., (Ed.), *Legislation and Justice*, Oxford, 1997.
- Paglia, V., *La morte confortata. Riti della paura e mentalità religiosa a Roma nell'età moderna*, Roma, 1982.
- Panico, G., *Il carnefice e la piazza. Crudeltà di Stato e violenza popolare a Napoli in età moderna*, Napoli, 1985.
- Pertile, A., *Storia del diritto penale*, dans Id., *Storia del diritto italiano*, Torino, 1892, vol. V.
- Povolo, C., La conflittualità nobiliare in Italia nella seconda metà del Cinquecento. Il caso della Repubblica di Venezia. Alcune ipotesi e possibili interpretazioni, *Atti dell'Istituto veneto di scienze lettere ed arti*, 1992-1993, CLI, p. 89-139.
- Povolo, C., *L'intrigo dell'onore. Poteri e istituzioni nella Repubblica di Venezia tra Cinque e Seicento*, Verona, 1997.
- Prosperi, A., Il sangue e l'anima. Ricerche sulle compagnie di giustizia in Italia, *Quaderni storici*, 1982, 51, p. 959-999.
- Prosperi, A., Esecuzioni capitali e controllo sociale nella prima età moderna, *Politica del diritto*, 1983, XIV, p. 165-182;
- Prosperi, A., Mediatori di emozioni. La compagnia ferrarese di giustizia e l'uso delle immagini, dans *L'impresa di Alfonso II*, Ferrara, 1986, p. 279-292.
- Puppi, L., *Lo splendore dei supplizi. Liturgia delle esecuzioni capitali e iconografia del martirio nell'arte europea dal XII^o al XIX^o secolo*, Milano, 1990.
- Raggio, O., La politica nella parentela. Conflitti locali e commissari in Liguria orientale (secoli XVI^o-XVII^o), *Quaderni storici*, 1986, 63, p. 721-757.
- Raggio, O., *Faide e parentele. Lo stato genovese visto dalla Fontanabuona*, Torino, 1990.
- Raggio, O., Visto dalla periferia. Formazioni politiche di antico regime e Stato moderno, dans Aymard, M. (Dir.), *Storia d'Europa*, III, *L'Età moderna*, Torino, 1994, p. 483-527.
- Robert, Ph., Lévy, R., Histoire et question pénale, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1985, XXXIII, p. 481-526.
- Rocke, M.J., *Forbidden Friendship: Homosexuality and Male Culture in Renaissance Florence*, Oxford, 1996.
- Romeo, G., *Aspettando il boia. Condannati a morte, confortatori e inquisitori nella Napoli della Controriforma*, Firenze, 1993.
- Rosoni, I., Le notti malinconiche. Esecuzioni capitali e disciplinamento nell'Italia del XVII^o secolo, dans Sbriccoli, M., (Ed.), *La notte. Ordine, sicurezza e disciplinamento in età moderna*, Firenze, 1991, p. 94-126.

- Rousseaux, X., Genèse de l'État et justice pénale (XIII^e-XVIII^e siècles). Contribution pour une histoire de la justice, dans Tamayo Salaberria, V., (Ed.), *De la Res publica a los Estados modernos*, Bilbao, 1992, p. 235-259.
- Rousseaux, X., Initiative particulière et poursuite d'office. L'action pénale en Europe (XII^e-XVIII^e siècles), *IAHCCJ Bulletin*, 1993, 18, p. 58-92.
- Rousseaux, X., Entre accommodement local et contrôle étatique. Pratiques judiciaires et non-judiciaires dans le règlement des conflits en Europe médiévale et moderne, dans Garnot, B., (Ed.), *L'infrajudiciaire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Dijon, 1996, p. 87-107.
- Rousseaux, X., Lévy, R., (Eds), *Le pénal dans tous ses États. Justice, États et sociétés en Europe (XII^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 1997.
- Rousseaux, X., Emsley, C., Châtiment, justice, prison à travers l'histoire/Punishments, Penalties and Prisons in Historical Perspective, in XVIII^e Congrès International des Sciences Historiques/18th International Congress of Historical Sciences, Actes/Proceedings, Montréal, 1995, p. 335-353.
- Ruggiero, G., *Patrizi e malfattori. La violenza a Venezia nel primo Rinascimento* [1980], Bologna, 1982.
- Ruggiero, G., Constructing civic morality, deconstructing the body:civic rituals of punishment in renaissance Venice, dans Chiffolleau, J., Martines, L., Paravicini Bagliani, A., (Eds.), *Riti e rituali nelle società medievali*, Spoleto, 1994, p. 175-190.
- Salvemini, G., *Magnati e popolani in Firenze dal 1280 al 1295*, Firenze, 1899.
- Sbriccoli, M., «Crimen lesae maiestatis». Il problema del reato politico alle soglie della scienza penalistica moderna, Milano, 1974.
- Sbriccoli, M., «Tortement idest torquere mentem». Processo inquisitorio e interrogatorio per tortura nell'Italia comunale, dans Mairé Vigueur, J.-C., Paravicini Bagliani, A., (Eds.), *La parola all'accusato*, Palermo, 1991, p. 17-32.
- Scarabello, G., *Carcerati e carceri a Venezia nell'età moderna*, Roma, 1979.
- Schiappoli, D., Diritto penale canonico, dans *Enciclopedia del diritto penale italiano*, Roma-Milano-Napoli, 1905, vol. I.
- Schiera, P., Legittimità, disciplina, istituzioni: tre presupposti per la nascita dello Stato moderno, dans Chittolini, G., Molho, A., Schiera, P., (Eds.), *Origini dello Stato. Processi di formazione statale in Italia fra medioevo ed età moderna*, Bologna, 1994a, p. 17-48.
- Schiera, P., Disciplina, Stato moderno, disciplinamento: considerazioni a cavallo fra la sociologia del potere e la storia costituzionale, dans Prodi, P., (Ed.), *Disciplina dell'anima, disciplina del corpo e disciplina della società tra medioevo ed età moderna*, Bologna, 1994b, p. 21-46.
- Skinner, Q., Ambrogio Lorenzetti. The artist as political philosopher, *Proceedings of the British Academy*, 1986, LXXII, p. 1-56.
- Spierenburg, P., *The Spectacle of Suffering. Executions and the Evolution of Repression: from a Preindustrial Metropolis to the European Experience*, Cambridge, 1984.
- Spierenburg, P., *The Prison Experience. Disciplinary Institutions and their Inmates in Early Modern Europe*, New Brunswick-London, 1991.
- Statuta Populi et Communis Florentiae publica auctoritate collecta castigata et præposita, anno sal. MCCCCXV*, 3 voll., Friburgi [ma Firenze], 1777-1781.
- Ström, F., *On the Sacral Origin of the Germanic Death Penalties*, Lund, 1942.
- Tilly, Ch., *L'oro e la spada. Capitale, guerra e potere nella formazione degli stati europei. 990-1990* [1990], Firenze, 1991.
- Tilly, Ch., Blockmans, W. (Eds), *Cities and the Rise of States in Europe, A.D. 1000 to 1800*, Boulder, 1994.

- Torelli, P., *Studi e ricerche di diplomazia comunale* [1911-1915], Roma, 1980.
- Torre, A., Faide, fazioni e partiti, ovvero la ridefinizione della politica nei feudi imperiali delle Langhe tra Sei e Settecento, *Quaderni storici*, 1986, 63, p. 775-810.
- Torre, A., Società locale e società regionale: complementarità o interdipendenza?, *Società e storia*, 1995, XVII, p. 113-124.
- Vallerani, M., Conflitti e modelli procedurali nel sistema giudiziario comunale. I registri di processi di Perugia nella seconda metà del XIII° secolo, *Società e storia*, 1990, XIII, p. 267-299.
- Vallerani, M., *Il sistema giudiziario del comune di Perugia. Conflitti, reati e processi nella seconda metà del XIII° secolo*, Perugia, 1991.
- Van Dülmen, R., *Theatre of Horror. Crime and Punishment in Early Modern Germany*, Cambridge, 1990.
- Viggiano, A., *Fra governanti e governati. Legittimità del potere e esercizio dell'autorità sovrana nello stato veneto della prima età moderna*, Treviso, 1993.
- Viggiano, A., Aspetti politici e giurisdizionali dell'attività dei rettori veneziani nello Stato da terra del quattrocento, *Società e storia*, 1994, 65, p. 473-505.
- Von Hentig, H., *La pena. Origine scopo psicologia*, Milano, 1942.
- Zordan, G., *Angelo Gambigioni. Il diritto e la procedura criminale nel «Tractatus de Maleficiis» di Angelo Gambigioni*, Padova, 1976.
- Zorzi, A., *L'amministrazione della giustizia penale nella Repubblica fiorentina. Aspetti e problemi*, Firenze, 1988.
- Zorzi, A., Contrôle social, ordre public et répression judiciaire à Florence à l'époque communale: éléments et problèmes, *Annales E.S.C.*, 1990, XLV, p. 1169-1188.
- Zorzi, A., Aspects de la justice criminelle dans les villes italiennes à la fin du Moyen Âge, *Déviance et société*, 1991, XV, p. 439-454.
- Zorzi, A., Ordinamenti e politiche giudiziarie in età laurenziana, in *Lorenzo il Magnifico e il suo tempo*, Firenze, 1992, p. 147-161.
- Zorzi, A., Le esecuzioni delle condanne a morte a Firenze nel tardo Medioevo tra repressione penale e cerimoniale pubblico, dans Miglio, M., Lombardi, G., (Eds.), *Simbolo e realtà della vita urbana nel tardo Medioevo*, Manziana (Roma), 1993a, p. 153-253.
- Zorzi, A., Ordine pubblico e amministrazione della giustizia nelle formazioni politiche toscane tra Tre e Quattrocento, dans *Italia 1350-1450: tra crisi, trasformazione, sviluppo*, Pistoia, 1993b, p. 419-474.
- Zorzi, A., The judicial system in Florence in the fourteenth and fifteenth centuries, dans Dean, T., Lowe, K.J.P., (Eds.), *Crime Society and the Law in Renaissance Italy*, Cambridge, 1994a, p. 40-58.
- Zorzi, A., «Ius erat in armis». Faide e conflitti tra pratiche sociali e pratiche di governo, dans Chittolini, G., Molho, A., Schiera, P., (Eds.), *Origini dello Stato. Processi di formazione statale in Italia fra medioevo ed età moderna*, Bologna, 1994b, p. 609-629.
- Zorzi, A., Rituali di violenza, cerimoniali penali, rappresentazioni della giustizia nelle città italiane centro-settentrionali (secoli XIII°-XV°), dans Cammarosano, P., (Ed.), *Le forme della propaganda politica nel Due e nel Trecento*, Roma, 1994c, p. 395-425.
- Zorzi, A., Rituali e cerimoniali penali nelle città italiane (sec. XIII°-XVI°), dans Chiffolleau, J., Martines, L., Paravicini Bagliani, A., (Eds.), *Riti e rituali nelle società medievali*, Spoleto, 1994d, p. 141-157.
- Zorzi, A., Politica e giustizia a Firenze al tempo degli Ordinamenti antimagnatizi, dans *Ordinamenti di giustizia fiorentini. Studi in occasione del VII° centenario*, Firenze, 1995, p. 105-147.

- Zorzi, A., Conflits et pratiques infrajudiciaires dans les formations politiques italiennes du XIII^e au XV^e siècle, dans Garnot, B., (Ed.), *L'infrajudiciaire du Moyen Age à l'époque contemporaine*, Dijon, 1996, p. 19-36.
- Zorzi, A., La justice pénale dans les États italiens (communes et principautés territoriales) du XIII^e au XVI^e siècle, dans Rousseaux, X., Lévy, R., (Eds.), *Le pénal dans tous ses États. Justice, États et sociétés en Europe (XII^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 1997, p. 47-63.
- Zorzi, A., Gli ufficiali territoriali dello Stato fiorentino (sec. XIV^o-XV^o), *Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa*, sous presse.
- Zorzi, A., Connell, W.J. (Eds), *Lo Stato territoriale fiorentino (secoli XIV^o-XV^o)*. *Ricerche, linguaggi, confronti*, sous presse.